

Eidgenössisches Departement
für auswärtige Angelegenheiten

Bern, 29. Juni 1990

POLITISCHE ABTEILUNG I

~~p.B. 58.71~~ - WOK/EY

an	HIR	LA	TV	DO	TRE	a/a
Datum	27					
Vira	✓			VN	✓	
EDA						2 JUL. 1990
Ref.						p.B. 75.79

N O T I Z

an den Staatssekretär

"Pentagonale" und ähnliche regionale Strukturen
zwischen Mittel- und Westeuropa

Eine erste, technische Bestandesaufnahme uns vorliegender Informationen und möglicher Auswirkungen auf schweizerische Interessen hat das in der beiliegenden Notiz enthaltene Resultat gebracht.

Die dort niedergelegten Folgerungen können nicht als fertige Sprachregelung verstanden werden; dazu ist erstens die Entwicklung der Pentagonale und ähnlicher Strukturen noch zu stark verschwommen und zweitens liegt kein unmittelbarer Grund vor, eine offizielle schweizerische Stellungnahme formulieren zu müssen. (Abgesehen von bilateral - Oesterreich, Italien - geäußerten, unverbindlichen Erwägungen, quote die Schweiz könne/sollte doch auch mitmachen unquote sind wir bisher weder offiziell noch offiziös zur Teilnahme an der Pentagonale eingeladen worden). Es soll sich bei der Beilage vielmehr um eine Basis handeln, für das weitere aufmerksame Verfolgen der Angelegenheit durch alle beteiligten schweizerischen Amtsstellen. Entsprechend breit haben wir diese Notiz verteilt. Den angeschriebenen schweizerischen Aussenposten danken wir für die bisherige Berichterstattung und bitten Sie gleichzeitig, damit weiterzufahren.

POLITISCHE ABTEILUNG I

i. H.


(Woker)

- Kopie an: - EVD:
- BAWI, Botschafter Arioli
 - BIGA, Zentralstelle für regionale Wirtschaftsförderung, Herrn R. Schiess
- EDA:
- Direktion internationale Organisationen, mit der Bitte um allfällige Weiterleitung der Information an Ihre Gesprächspartner in den zuständigen Bundesämter (Umwelt, Verkehr)
 - Politische Abteilung III
 - Politisches Sekretariat
 - Finanz- und Wirtschaftsdienst
 - SIN, WOK, JE, PR, NB, LJH
 - Botschaften Rom, Wien, Prag, Budapest, Belgrad, Stockholm, Helsinki, Bukarest, Sofia, Warschau, Moskau, Bonn
 - Generalkonsulat Mailand, München,
 - Mission Brüssel, Delegation Genf, Vertretung Strassburg

an						a/a
Datum						
Visa						
EDA	02.07.90					10
Ref.						

DIVISION POLITIQUE I

Berne, le 27 juin 1990

p.B.58.71. - LJH/QM

Note de dossier

Objet: "Pentagonale": principales conclusions de la réunion du 21 juin 1990

Participants: - M. Woker, Div. pol. I, DFAE (président)
- M. l'Ambassadeur Arioli, OFAEE, DFEP
- R. Schiess, CDER, OFIAMT, DFEP
- M. Widmer, Div. pol. III, DFAE
- M. Maurer, Secrétariat politique, DFAE
- Mme Frey, Service économique et financier, DFAE
- M. Lebet, Div. pol. I, DFAE

*

1. Nouveaux éléments d'information

- 1.1. La "Pentagonale" s'est pour la première fois concrétisée dans le cadre de la CSCE en proposant un document sur les minorités. Ce faisant, le groupe N+N s'en est trouvé affaibli.
- 1.2. Les activités de l'"Arge-Alp" ne sont plus suivies par l'OFIAMT depuis des années. Cette institution s'occupe de coopération économique régionale, mais semble moins active que la "Regio Basiliensis" par exemple.
- 1.3. La "Baltic Sea Conference" semble faire double emploi avec la "Conférence d'Helsinki" qui traite depuis les années 70 des questions d'environnement de la mer Baltique. Cette convention réunit les Etats riverains (y-compris l'URSS représentée par les Républiques baltes) et dispose d'un fonds pour financer certains projets (égoûts de Leningrad par exemple).

- 1.4. Quant à la "Nouvelle Hanse" ou "Hansa-Baltic" il s'agissait, pour le moment du moins, d'un forum essentiellement culturel.
2. Principales conclusions relatives à la "Pentagonale" tirées à l'issue de la réunion
- 2.1. Le soutien à la "Pentagonale" est très personnalisé et d'origine occidentale. Les MAE italien de Michelis et autrichien Mock sont particulièrement actifs. Toutefois, du côté autrichien, l'enthousiasme n'est pas partagé par tous les hauts responsables.
- 2.2. D'un point de vue politique, en particulier dans le cadre de la CSCE, la "Pentagonale" concrétise certaines initiatives. Il semble toutefois qu'il s'agisse là d'un phénomène temporaire.
- 2.3. En ce qui concerne les projets parrainés par la "Pentagonale", ils se trouvent encore à l'état d'ébauche. Il semble toutefois approprié que la Suisse suive de près l'évolution de ces projets, en particulier dans les domaines transports et environnement.
- 2.4. Pour le moment, la Suisse n'est pas directement touchée par la "Pentagonale". Notre pays doit donc continuer à structurer ses relations avec les pays "pentagonaux" sur un plan bilatéral.

Jean-Hubert Lebet

DIVISION POLITIQUE I
~~p.B.58.71~~ - LJH/QM

Berne, le 14 juin 1990

Note à:

- DFEP:
 - OFAEE (à l'attention de M. l'Ambassadeur Arioli)
 - OFIAMT, CDER (à l'attention de M. Schiess, Mattenhofstr. 5, 3003 Berne)
- DFAE:
 - Secrétariat politique
 - Service économique et financier
 - DOI, Affaires scientifiques et de l'environnement
 - Bureau de l'intégration

Objet: PENTAGONALE et institutions similaires de coopération régionale chevauchant l'ancien Rideau de fer

1. En vue de la Conférence régionale des Ambassadeurs sur la nouvelle architecture européenne (Gerzensee, 22-23 juin 1990) qui traitera des relations de la Suisse avec les pays de l'Est, nous aimerions réunir brièvement les services concernés de l'Administration fédérale pour procéder à un échange de vues sur l'impact que la Pentagonale et d'autres institutions similaires pourraient avoir sur les relations de la Suisse avec les différents pays concernés. Nous avons ainsi l'honneur de vous inviter à une réunion qui se tiendra sous la présidence du soussigné le

jeudi 21 juin 1990, à 14h30
Salle W 216, Palais fédéral ouest

2. Certaines institutions transfrontières existent depuis quelques temps. Nous pensons ici aux "ARGE" ("Arbeitsgemeinschaften") "Alp" (dont certains cantons suisses sont membres), "Alpen-Adria" et "Donauländer".

Faisant suite aux récents événements d'Europe de l'Est, ces institutions pourraient se voir ouvrir des perspectives plus larges. De plus, de nouvelles initiatives sont lancées, dont les suivantes:

- "Pentagonale", regroupant pour le moment l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie et la République Tchèque et Slovaque (CSFR) dont le sommet de Venise (1.8.90) devrait clarifier les intentions et surtout les potentialités. Selon certains de ses membres, la Pentagonale permettrait d'élever à un niveau politique la coopération économique prenant place dans le cadre de l'"Arge Alpen-Adria" (voir dossier annexé).
- Extension du "Dreiertreffen" (BRD, AU et CH) à la CSFR et à la Hongrie, à l'invitation des ministres de l'économie (réunion prévue au début 1991 à Vienne)

- **"Baltic See Conference"** (été 1990, Rönneby, Suède). En juillet 1989, la Pologne lança l'idée d'une conférence à haut niveau qui réunirait les pays riverains de la Baltique (y compris les Républiques soviétiques concernées) ainsi que la Norvège et la CSFR afin de discuter des problèmes environnementaux touchant la Baltique. La CEE, l'AELE, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) seraient entre autres invités à titre d'observateurs. Il n'est pas exclu que la Suisse soit également invitée en temps qu'observateur. Cette réunion traiterait prioritairement de questions liées à l'environnement, mais pourrait aussi aborder des questions de coopération économiques, par exemple la création de zones franches.

- Partant de la "Baltic See Conference", la CSFR a lancé l'idée d'une **"Nouvelle Hanse"** ou **"Hansa-Baltic"** qui encouragerait la coopération entre les membres de l'ancienne Hanse. Cette initiative en est encore à ses premiers balbutiements.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

DIVISION POLITIQUE I
e.r.



D. Woker

Copie: - JAC - SIN - WOK - JE - PR - NB - LJH

DIVISION POLITIQUE I
~~p.B.58.71~~ - LJH

Berne, le 12 juin 1990

"PENTAGONALE" ("Rencontre des Cinq")

Evaluation sommaire

1. Sources d'information: L'essentiel des informations provient de nos Ambassades. Très peu d'indications d'ordre institutionnel.
2. Pour évaluer l'importance (essentiellement potentielle) de la PENTAGONALE, les trois critères suivants ont été retenus:
 - A. **Emotionnel:** La "Mitteleuropa" joue un rôle affectif assez important, même si la langue de travail est l'anglais. D'autre part, de nombreuses références sont faites à la CSCE (la première réunion des chefs de gouvernement se tiendra le 1er août 1990, date anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki.
 - B. **Politique:** Pour l'instant, il s'agit essentiellement d'un forum de discussion, comparable aux réunions ministérielles germano-austro-suisse par exemple. Sa création doit beaucoup au MAE italien (De Michelis) et au soutien affirmé des Autrichiens. La composante de coordination n'apparaît pas encore clairement, en particulier dans les cinq domaines traités par des groupes d'experts. L'absence de structure d'appui permanente et la rotation du rôle de coordinateur rend l'entreprise particulièrement délicate.
 - C. **Economique:** Pour l'instant, poids négligeable. L'essentiel des activités de la PENTAGONALE consiste à identifier des projets communs. Certains d'entre eux, d'un coût particulièrement élevé, ne pourront pas être financés par les états pentagonaux. Il faudrait donc passer par d'autres institutions (BEI, BM, éventuellement BERD), où le poids des membres de la PENTAGONALE ne leur permettra pas de jouer de rôle clé.
3. Facteurs favorisant l'essor de la PENTAGONALE:
 - d'abord craintes d'une "Vakuumszone" en Europe centrale (novembre 1989),
 - puis intention de contrebalancer l'importance croissante d'une Allemagne réunifiée (mai 1990).

- volonté (?) des états membres de traiter dans ce forum des questions d'intérêt commun (en particulier le problème des nationalités)

4. Facteurs freinant l'essor d'une PENTAGONALE:

- tensions d'ordre "technique" entre Etats membres (énergie nucléaire entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie),
- tensions d'ordre nationaliste entre la Hongrie et la Roumanie, si elle venait à être admise dans le Club.
- existence d'autres fora plus "performants" (CSCE, CEE, Commission économique pour l'Europe, Conseil de l'Europe, Berd, etc)